

Ségolène Royal est visée par une enquête préliminaire du Parquet national financier



Le parquet national financier va enquêter sur les dépenses de Ségolène Royal liées aux fonctions d'ambassadrice des pôles qu'elle occupe depuis le mois de septembre 2017.

Avec Atlantico
Rédaction

Selon des informations de Franceinfo, [le PNF, Parquet national financier, a ouvert une enquête préliminaire](#) visant Ségolène Royal et ses [activités en tant qu'ambassadrice des pôles](#). L'enquête intervient après les révélations de la cellule investigation de Radio France sur son rôle au sein de cette mission.

L'enquête aurait été confiée à la Brigade de répression de la délinquance économique. Les investigations auraient débuté il y a un mois. L'enquête doit vérifier l'utilisation que l'ancienne ministre a fait des moyens mis à sa disposition par le Quai d'Orsay et le ministère de la Transition écologique.

Les deux ministères se partageaient en effet le financement des trois collaborateurs mis à sa disposition et d'une enveloppe de 100.000 euros de frais de mission et de représentation.

Pour l'assister dans ses fonctions d'ambassadrice, Ségolène Royal disposait donc de trois collaborateurs, payés par le ministère des Affaires étrangères. Leurs missions, ces derniers mois, semblaient sans rapport avec la diplomatie. Selon Franceinfo, ces salariés du Quai d'Orsay auraient également effectué des missions au profit de la fondation de Ségolène Royal, Désirs d'avenir pour la Planète.

Ségolène Royal [avait annoncé vouloir porter plainte pour diffamation](#) suite à ces révélations.

Ségolène Royal a expliqué sur Facebook que son "licenciement" de sa mission bénévole d'ambassadrice des pôles était imminent.

D'après France Inter, l'ancienne ministre de l'Écologie sera officiellement démise de ses fonctions lors d'un Conseil des ministres dans les prochaines semaines.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères estime qu'elle n'a pas honoré son devoir de réserve en mettant en cause la politique du gouvernement, notamment avec des déclarations sur les Gilets jaunes ou la réforme des retraites.

Ségolène Royal tente de se défendre sur ce dossier depuis de nombreuses semaines. Elle a notamment évoqué une tentative d'intimidation et de pression à son égard. Ségolène Royal pourrait être candidate à la future élection présidentielle de 2022 et [être un atout pour la gauche](#), actuellement en reconstruction après l'échec de François Hollande et le fait qu'il n'ait pas souhaité se représenter à la fin de son mandat.